

Chapitre 1

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Le Canada et le contexte économique international

Portée par une vigoureuse expansion aux États-Unis, la reprise économique, qui s'était amorcée en 1983 pour s'étendre l'année suivante à l'ensemble des pays de l'OCDE, a commencé à avoir des effets positifs sur les pays en voie de développement. En même temps, l'absence de pressions sur les salaires et les prix des matières de base a permis de contenir les taux d'inflation. Ainsi, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1985, les pays de l'OCDE ont eu un taux d'inflation de 4,7 pour cent. Prenant note du renforcement de la reprise et de la baisse de l'inflation, on a, à la rencontre ministérielle de l'OCDE en mai 1984 et au sommet de Londres en juin, réaffirmé l'engagement au cadre de la politique à moyen terme et réitéré que la réduction des déficits et l'ajustement structurel sont les meilleurs moyens de soutenir la croissance sans augmenter l'inflation.

Néanmoins, au fur et à mesure que l'année avançait, un certain nombre de tensions et de déséquilibres sont venus assombrir la situation. Il y a eu surtout le taux de chômage élevé et continu en Europe et au Canada (environ de 11 pour cent dans les deux régions au 31 mars 1985), malgré deux années de reprise et, tout au moins au Canada, une croissance raisonnable de la population employée. Aux États-Unis, la reprise économique a entraîné une baisse du taux de chômage (jusqu'à 7,3 pour cent), alors qu'au Japon, il demeurait peu élevé.

Il y avait un autre sujet de préoccupation, les effets à l'échelle internationale des politiques macro-économiques américaines, en particulier l'important déficit budgétaire, les taux d'intérêt élevés quoiqu'en baisse, le taux de change du dollar américain et l'important et croissant déficit courant. Certes, les partenaires commerciaux des États-Unis ont profité de l'accroissement rapide des importations américaines, ce qui a contribué à leur reprise, mais la montée en flèche du dollar américain et les taux d'intérêt élevés ont limité la flexibilité de leur politique macro-économique. Cette conjonction de facteurs a assombri les perspectives d'une reprise mieux assurée, car elle fonde davantage la croissance sur la consommation et l'investissement nationaux et moins sur les exportations. En conséquence, les appels en faveur de mesures urgentes de réduction du déficit budgétaire américain, que de nombreux observateurs considèrent comme la source de ces déséquilibres, sont devenus de plus en plus vigoureux et pressants tout au long de l'année.

Enfin, on s'inquiétait de voir qu'après deux ans de reprise, les pressions protectionnistes continuaient de monter dans les pays de l'OCDE. Aux États-Unis, l'augmentation rapide des importations a soumis plusieurs secteurs de l'économie à de graves pressions concurrentielles. Ce facteur et l'accroissement du déséquilibre de la balance commerciale avec le Japon ont amené le Congrès à exiger une surtaxe à l'importation et

d'autres mesures restrictives. Quoique l'administration américaine et d'autres gouvernements aient généralement réussi à résister à ces pressions, il y a eu peu de progrès quant à « l'annulation » des mesures protectionnistes déjà adoptées, ce qu'ils avaient promis de faire à l'OCDE et ailleurs. Étant donné les graves conséquences qu'une montée du protectionnisme pourrait avoir sur le système commercial multilatéral et les avantages que pourrait présenter une nouvelle ronde de négociations commerciales au niveau de l'amélioration de l'accès aux marchés, les États-Unis, appuyés par le Canada et le Japon, ont commencé à se préparer à une nouvelle ronde de négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Questions financières internationales et investissement

Les problèmes de la dette dans les pays en voie de développement avaient suscité de graves soucis en 1983; il y eut des progrès encourageants en 1984. Lors du sommet de Williamsburg on a élaboré une stratégie par cas qui combinait des programmes d'ajustement appuyés par le Fonds monétaire international (FMI), des accords de rééchelonnement des dettes et du nouveau financement obtenu de sources officielles et commerciales; cette stratégie, étoffée au sommet de Londres a bien fonctionné.

De nombreuses économies latino-américaines qui grevaient d'importantes dettes ont profité d'une expansion rapide des exportations, principalement aux États-Unis, et ont pu réduire leur déficit courant. Certes, les programmes d'ajustement structurel imposés à certains pays débiteurs ont entraîné une réduction des importations et d'autres mesures liées à la demande, dont la mise en œuvre exigeait beaucoup de courage politique, mais ces pays ont pu accroître quelque peu leur PNB. Toutefois, les pressions inflationnistes auxquelles étaient soumis certains d'entre eux n'ont pas diminué au cours de l'année. Le FMI a donc été forcé d'interrompre un certain nombre de ses programmes et de renégocier les critères de rendement.

Nouvel élément important dans la stratégie relative à la dette, les banques commerciales se sont montrées disposées à négocier des accords pluri-annuels de rééchelonnement avec un certain nombre de pays débiteurs d'Amérique latine. Les créanciers officiels ont également accepté de tels rééchelonnements dans certains cas opportuns.

Bien qu'en termes bruts, la charge de la dette ait été inférieure dans les États africains et n'ait pas menacé aussi gravement le système financier international, la communauté internationale, dont le Canada, a de plus en plus pris conscience qu'on ne devait pas sous-estimer les problèmes de la dette de ces pays et d'autres pays à revenu peu élevé. Malgré la reprise économique dans les pays industrialisés et l'amélioration du rendement économique de certains grands